



'01 MAI -7 10:47

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2001 – 2002

LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS est divisé en **QUATRE SECTIONS** identifiées comme suit :

- **TABLE DES MATIÈRES**
- **LES CRÉDITS 2001 – 2002**
- **LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**
- **LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I - LES CRÉDITS 2001-2002

	PAGE
1. Les crédits 2001-2002.....	3
2. Les faits saillants.....	5
3. Les objectifs généraux et les modes d'intervention par direction générale...	8
4. Les crédits détaillés 2001-2002	17

PARTIE II - LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. L'organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone	24
2. La liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :	26
• tirage	
• coût	
• distribution	
• imprimeur	

3. **La liste des voyages hors-Québec depuis le 1^{er} avril 2000 :** 44
- endroit et dates du départ et du retour
 - but du voyage
 - personnes rencontrées
 - coût
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
 - bilan et résultat des rencontres
4. **La liste des dépenses en publicité (incluant Internet) et des articles promotionnels :** 52
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002
 - la ventilation des dépenses par types de médias
 - les noms des fournisseurs
 - le but visé par chaque dépense
5. **La liste des sondages effectués et groupes de discussion durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :** 66
- liste et coût
 - copie des soumissions
 - copie du questionnaire et du résultat
 - firme ayant obtenu le contrat
6. **La liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2000-2001 à la demande du ministère ou de l'organisme :** 68
- liste et coût
 - copie des soumissions
 - copie des études
 - firme ou individu ayant obtenu le mandat

7. **La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 2000-2001 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :** 70
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat ou le résultat du contrat (rapport ou document final)
 - la durée du contrat
 - le coût du contrat
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
8. **La liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme en 2000-2001 en indiquant :** 72
- le nom du professionnel ou de la firme
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final)
 - le coût
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions
9. **La liste détaillée de tous les contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2000, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat** 226
10. **Le montant, pour l'année 2000-2001, de chacune des dépenses suivantes :** 228
- la photocopie
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
 - les téléavertisseurs
 - le mobilier de bureau
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item)
 - les distributeurs d'eau de source
 - le remboursement des frais de transport

- le remboursement des frais d'hébergement
- le remboursement des frais de repas
- le ressourcement ou la préparation à la retraite
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec

- 11. La liste de tous les véhicules utilisés en indiquant pour chacun :** **231**
- la marque et le modèle du véhicule
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation)
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation)
 - les appels d'offres faits en 2000-2001 et les prévisions pour 2001-2002
 - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres
-
- 12. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 2000-2001 ainsi que les prévisions pour 2001-2002. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme** **235**
-
- 13. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme** **237**
-
- 14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2000-2001, pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) :** **239**
- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel
 - b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
 - c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel

- 15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :** **249**
- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir
 - c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
 - d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
 - e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
 - f) nombre de personnes (occasionnels, temporaires et contractuels) en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis cinq ans
- 16. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :** **253**
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - la superficie réellement occupée
 - la superficie inoccupée
 - le coût de location au mètre carré
 - le coût total de ladite location
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
 - la durée du bail
- 17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2000-2001 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :** **255**
- l'emplacement de la location
 - la superficie du local loué
 - la superficie réellement occupée
 - la superficie inoccupée

- le coût de location au mètre carré
- le coût total de ladite location
- les coûts d'aménagement réalisés en 2000-2001, la nature des travaux et le ou les bureaux visés
- la durée du bail
- le propriétaire et/ou le nom de la firme

18. La liste du personnel du cabinet du ministre en 2000-2001 en indiquant pour chaque individu : 257

- la date de l'entrée en fonction
- la date du départ, s'il y a lieu
- le titre de la fonction
- l'adresse du port d'attache
- la classification
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
- le montant total des indemnités de départ versées
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
- la description de tâches
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 2000-2001
- le nombre total d'employés au cabinet
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée

19. La liste des sommes d'argent versées en 2000-2001 à même le budget discrétionnaire : 267

a) du ministre

b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés
- le montant attribué
- le projet visé et le résultat

20. La liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2000-2001 276

21. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2000-2001 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention 278
22. La liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) en indiquant : 280
- le poste initial
 - le salaire
 - le poste actuel, s'il y a lieu
 - la date de mise en disponibilité
23. La liste du personnel hors-structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 282
- nom de la personne
 - poste occupé
 - salaire
 - assignation initiale
 - date de l'assignation hors structure
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
24. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : 284
- assignation initiale
 - assignation actuelle
 - salaire
 - période
25. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère : 286
- assignation initiale
 - assignation actuelle
 - salaire
 - période

26.	La liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :	288
	<ul style="list-style-type: none"> • le salaire de la personne • le montant reçu du régime de retraite 	
27.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)	290
28.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIRES ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet	294
29.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété	296
30.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES	298
31.	Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui	300

32.	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût :	302
	<ul style="list-style-type: none"> • livres; • journaux; • magazines; • bulletins électroniques et/ou papiers; • clubs privés ou autres; • billets de saison; • etc. 	
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	336
	<ul style="list-style-type: none"> • le processus utilisé pour la conception; • le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; • les coûts de construction du site; • le coût de l'entretien et de la mise à jour; • qui est responsable du contenu sur le site; • qui est autorisé à faire des modifications sur le site; • quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; • le nombre de visiteurs (hits) par mois; • combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	
34.	Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme ?	348
35.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de missions à l'étranger :	350
	<ul style="list-style-type: none"> • la liste des ententes signées et/ou annoncées; • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour. 	

PARTIE III - LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- | | | |
|-----------|--|------------|
| 1. | Répartition des immigrants, et ce par catégories, admis au Québec en 1999 selon le pays de naissance et la langue parlée en comparaison avec l'année 2000 | 353 |
|
 | | |
| 2. | Nombre de demandes d'immigration traitées et nombre de certificats d'autorisation émis au cours de l'exercice 2000-2001, comparaison avec 1998-1999 | 355 |
|
 | | |
| 3. | Pour chaque Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI), nombre d'inscriptions ou nombre de bénéficiaires pour les cours offerts en 2000-2001 dans le cadre : | 358 |
| | a) du Programme national de formation en établissement | |
| | b) du Programme québécois de francisation des immigrants | |
| | c) du Programme d'aide à la francisation des immigrants (à temps partiel et à temps plein) | |
|
 | | |
| 4. | Nombre de demandes d'admission et taux d'acceptation par rapport aux candidats admissibles pour 2000-2001. Indiquer le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe par les services à temps plein. Données détaillées sur les budgets globaux aux COFIS, pour 2000-2001, comparaison avec 1999-2000. | 362 |
|
 | | |
| 5. | Ventilation annuelle, par secteurs d'activité économique, des investissements au Programme «immigrants investisseurs», pour les 5 dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les 5 dernières années. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2000-2001. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement | 365 |

6.	Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour l'année 2000-2001 :	370
	a) le nombre de demandes d'immigration	
	b) le nombre de certificats d'autorisation émis	
	c) la catégorie d'immigration	
	d) la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec en 2000-2001	
	e) le nombre d'immigrants qui ont obtenu le droit de résidence permanente	
7.	Depuis les cinq dernières années, nombre total de demandes d'immigration traitées, par pays d'origine, en comparaison avec le nombre de certificats d'autorisation émis par pays et le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut	376
8.	Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 2000-2001	382
9.	Nombre de permis de séjour temporaire octroyés en 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001 et répartition selon les catégories suivantes : étudiants, travailleurs, cas médicaux	384
10.	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par programmes d'intégration en 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002	386
11.	Ventilation détaillée des effectifs du ministère pour l'accueil et la formation linguistique en 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002 avec le lieu de travail habituel de chaque employé	407
12.	Liste des mandats reçus par le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration en 1999-2000 et copie des consultations, études, recherches et avis effectués par le Conseil en 1999-2000	409
13.	Ventilation et description des dépenses et des projets du Fonds de développement de l'immigration en région, en 2000-2001 et prévisions pour 2001-2002	411

14.	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 1999-2000 en comparaison avec 2000-2001	414
15.	Copie de la Politique linguistique ministérielle visant à éliminer la méconnaissance du français et des directives visant à augmenter la proportion des personnes admises au Québec ayant une connaissance du français	417
16.	Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 1998, en indiquant le pays de naissance et le type d'immigrants	437
17.	Liste des soumissionnaires des services auxiliaires, incluant le montant de la soumission pour chaque publication	440
18.	Liste des documents publiés par le Fonds de publication du Québec en 2000-2001 avec coûts de publication et origine de la demande (ministère ou organisme)	443
19.	Pour 2001-2002, indiquer les sommes prévues pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle particulièrement à l'égard de l'intervention et du traitement des agresseurs	453
51.	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec	455

COMMISSAIRE AUX PLAINTES EN MATIÈRE DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

- 24. Concernant le Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole en 1999-2000 : 457**
- a) nombre de demandes de renseignements, de plaintes téléphoniques et écrites, de plaintes jugées recevables, d'enquêtes entreprises et de dossiers réglés et avec aperçu du règlement pour chacune des régions administratives
 - b) budget de fonctionnement alloué par le Bureau du commissaire aux plaintes et ventilation des catégories d'employés rattachés à ce bureau
 - c) salaire du commissaire aux plaintes

PARTIE I - LES CRÉDITS 2001-2002

1. LES CRÉDITS 2001-2002

MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

TITRE : CRÉDITS 2001-2002

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	PROGRAMME 01	PROGRAMME 02	PROGRAMME 03	PROGRAMME 04	TOTAL
BUDGET DE DÉPENSES					
RÉMUNÉRATION					
Traitements	11 133,9	55 816,5	17 914,7	24 764,9	109 630,0
FONCTIONNEMENT					
Loyers de la S.I.Q.		9 458,6	2 881,1	2 330,0	14 669,7
Amortissement	369,3	2 551,7	230,0	2 100,0	5 251,0
Autres dépenses	2 402,9	14 941,4	2 675,0	5 572,9	25 592,2
Sous-total	2 772,2	26 951,7	5 786,1	10 002,9	45 512,9
TRANSFERT					
Transfert	2 822,9	21 145,0	495,4		24 463,3
CRÉANCES DOUTEUSES					
Créances douteuses				500,0	500,0
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	16 729,0	103 913,2	24 196,2	35 267,8	180 106,2
MOINS :					
AMORTISSEMENT	369,3	2 551,7	230,0	2 100,0	5 251,0
PLUS :					
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS	96,2	2 193,4	87,4	2 400,0	4 777,0
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES		176,0			176,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	96,2	2 369,4	87,4	2 400,0	4 953,0
CRÉDITS 2001-2002	16 455,9	103 730,9	24 053,6	35 567,8	179 808,2
EFFECTIF TOTAL	257	1 033	328	466	2 084

2. LES FAITS SAILLANTS

TITRE : LES FAITS SAILLANTS

On trouve essentiellement deux grandes explications quant à la variation à la hausse de 8,8 M \$ du budget de dépenses par rapport à l'année financière 2000-2001 :

	M \$	
1. Une baisse des crédits de 2,8 M \$		
- Non récurrence de projets spécifiques du Curateur	(2,7)	
- Ajustements divers :		
Transfert d'un ETC au ministère de la Justice	(0,1)	
	<hr/>	(2,8)
2. Une hausse des crédits de 11,6 M \$		
- Ajustement du Conseil du trésor pour le crédit au net	3,9	
- Indexation salariale	2,6	
- Accord Canada-Québec	2,4	
- Marche mondiale des femmes	2,2	
- Ajustements divers :		
CAI - Financement de 3 postes (CT 194691) : 198,5 K \$		
OPC - Crédits pour compenser les compressions de		
2000-2001 : 300,0 K \$	0,5	
	<hr/>	11,6
		<hr/>
		8,8
		<hr/>

Le budget d'investissements passe de 4,2 M \$ en 2000-2001 à 4,9 M \$ en 2001-2002.
Il s'agit d'une augmentation de 0,7 M \$ qui s'explique par :

- Un ajout de crédits non-récurrents pour la sélection des immigrants	0,7
	<hr/>

TITRE : MODIFICATION À LA STRUCTURE BUDGÉTAIRE

Pour l'année financière 2001-2002, le ministère a apporté les modifications suivantes à la structure budgétaire :

ANNÉE FINANCIÈRE 2000-2001		ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002	
Programme 02	Immigration et intégration	Programme 02	Immigration, intégration et régionalisation
Élément 01	Immigration et intégration	Élément 01	Immigration
Élément 02	Direction et services administratifs	Élément 02	Intégration et régionalisation
		Élément 03	Direction et services administratifs

**3. LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET
LES MODES D'INTERVENTION
PAR DIRECTION GÉNÉRALE**

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN IMMIGRATION

1. SECTEUR DES RELATIONS CIVIQUES

1.1 Objectif général

- Promouvoir et favoriser la compréhension de même que le respect des droits et libertés de la personne, de la protection des renseignements personnels et de la représentation équitable de la diversité dans toutes les sphères de la société; soutenir des actions visant l'élimination du racisme et de la discrimination et contribuer ainsi à la pleine participation de l'ensemble des citoyens

1.2 Modes d'intervention

- La promotion des droits démocratiques et la lutte contre le racisme et la discrimination (le Programme de soutien à la participation civique; la Semaine québécoise de la citoyenneté et les Prix québécois de la citoyenneté; l'Hommage au civisme)
- La coordination des activités gouvernementales visant à assurer une meilleure représentation de la diversité dans tous les domaines de la vie collective et un soutien à l'implantation des programmes d'accès à l'égalité, sous la responsabilité de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Le conseil et le soutien administratif aux ministères et organismes, notamment ceux placés sous la responsabilité du ministre (notamment pour la mise en œuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*)

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 1 DE 8

DATE : 2001-02-19

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN IMMIGRATION

2. SECTEUR DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

2.1 Objectifs généraux

- Fournir, à titre de diffuseur et d'éditeur officiel, une information gouvernementale qui tient compte des besoins des citoyens selon le mode d'accès de leur choix
- Favoriser l'accessibilité et la cohérence des communications gouvernementales pour les citoyens en élaborant des normes et des politiques, en coordonnant des activités et en fournissant de l'aide-conseil en communication ainsi qu'en information documentaire aux ministères et organismes du gouvernement
- Assurer l'intégrité de l'identité de chaque citoyen par la gestion de l'état civil (naissance, mariage, décès, changement de nom)
- Contribuer au renouvellement et à la modernisation de la prestation des services publics de première ligne, notamment par la simplification des démarches pour les citoyens

2.2 Modes d'intervention

- L'information à la population sur les services et programmes du gouvernement (production et diffusion par l'entremise du réseau de Communication-Québec, du portail gouvernemental)
- L'édition et la diffusion des publications officielles et ministérielles par les Publications du Québec
- La normalisation des communications gouvernementales (ex : les normes sur la configuration des sites Internet, l'utilisation du drapeau et des emblèmes du Québec, la publicité gouvernementale et l'identification visuelle)
- La coordination des communications gouvernementales en situation d'urgence
- La gestion des actes de l'état civil
- Le soutien et la coordination du renouvellement et de la simplification de la prestation de services aux citoyens

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 2 DE 8

DATE : 2001-02-19

FICHE SYNTHÈSE

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN IMMIGRATION

3. SECTEUR DE L'IMMIGRATION

3.1 Objectifs généraux

- Recruter, sélectionner et informer les candidats à l'immigration temporaire et permanente au Québec; s'assurer du respect des exigences réglementaires pour les immigrants sélectionnés et soutenir les partenaires dans la détermination ou la révision de l'admissibilité des demandeurs d'asile aux services gouvernementaux
- Favoriser la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate encore à l'étranger et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard

3.2 Modes d'intervention

- La promotion à l'étranger en vue de recruter et de sélectionner des personnes dont le profil correspond aux besoins et à la capacité d'accueil du Québec
- L'information sur les processus d'immigration permanente ou temporaire donnée aux candidats à l'immigration, aux résidents du Québec désirant souscrire un engagement pour faciliter la venue d'un proche, aux entreprises souhaitant embaucher un travailleur étranger ainsi qu'aux établissements d'enseignement concernant les étudiants étrangers
- Le traitement des demandes d'immigration permanente, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées ainsi que la délivrance des certificats de situation statutaire pour les demandeurs d'asile
- Le soutien et le conseil aux candidats sélectionnés

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 3 DE 8

DATE : 2001-02-19

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN
INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION**

4. SECTEUR DE L'INTÉGRATION ET DE LA RÉGIONALISATION

4.1 Objectif général

- Offrir des services d'intégration et de francisation visant à permettre aux nouveaux arrivants de s'inscrire dans les réseaux francophones de la société québécoise, de remplir leurs obligations civiques et de contribuer au développement de leur milieu

4.2 Modes d'intervention

- L'information sur les services d'immigration et d'intégration donnée aux candidats à l'immigration et aux nouveaux immigrants (accueil à l'aéroport, accueil sur place, renseignements téléphoniques, réponses à des demandes d'information, etc.)
- Les services liés aux parcours d'intégration des immigrants à la société québécoise, plus particulièrement :
 - le soutien aux premières démarches d'établissement (sessions d'information individuelles et de groupe, établissement du parcours d'intégration de l'immigrant en fonction de ses besoins, référence vers des ONG, CLE, CLSC, etc. pour l'obtention des services complémentaires à ceux du MRCI)
 - les services de francisation (formation à temps plein et à temps partiel dans les carrefours d'intégration, services de francisation en milieu de travail, référence à des établissements d'enseignement supérieur pour les clientèles plus scolarisées, référence à des ONG, allocations de soutien à la formation des immigrants)
 - le soutien à l'intégration sociale et économique (recherche de logement, activités visant la préparation à l'obtention d'un emploi, délivrance d'avis d'équivalence d'études, conseils aux projets d'affaires, sessions d'information sur les codes et valeurs de la société québécoise)

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION EN INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION

- les services d'accompagnement pour l'établissement en région (information aux immigrants et aux intervenants régionaux, soutien à l'insertion professionnelle, référence à des ONG pour des services complémentaires, rencontres avec des intervenants régionaux pour l'identification des besoins en main-d'œuvre et rétroaction auprès des immigrants)
- Les avis et l'information en matière d'immigration et d'intégration aux institutions publiques et aux entreprises québécoises
- Les services liés aux ententes de sécurité sociale, lesquelles sont négociées avec des gouvernements étrangers et visent à faciliter l'accès à une rente à laquelle ont droit des travailleurs québécois ayant œuvré à l'étranger
- La délivrance de certificats d'assujettissement aux travailleurs québécois détachés à l'étranger pour leur permettre de continuer à bénéficier des mesures québécoises de sécurité sociale

SOURCE : DPS

FICHIER : 3-OBJ.DPS

PAGE 5 DE 8

DATE : 2001-02-19

**TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR
DIRECTION GÉNÉRALE**

5. BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE ET DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

5.1 Objectifs généraux

5.1.1 Secrétariat général

- Assister et conseiller la sous-ministre et les sous-ministres adjoints dans la conduite des affaires courantes du ministère et dans les relations avec le cabinet du ministre, le ministère du Conseil exécutif, le secrétariat du Conseil du trésor

5.1.2 Direction des affaires juridiques

- Soutenir et conseiller les autorités ministérielles et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de services juridiques et de législation et représenter le ministre devant les tribunaux

5.1.3 Direction des communications

- Assister et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de communication et d'affaires publiques

5.1.4 Direction de la planification stratégique

- Soutenir la planification, la reddition de comptes et la prise de décision en concertation et en fonction des besoins des autorités et l'ensemble des unités administratives; assurer la qualité des données et la rigueur des analyses fournies

5.1.5 Direction générale de l'administration

- Soutenir et conseiller les autorités et l'ensemble des unités administratives du ministère en matière de gestion de ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE

5.2 Modes d'intervention

5.2.1 Secrétariat général

- Coordonner et assurer le suivi des réunions du Bureau de la sous-ministre (BSM) et des réunions avec le ministre
- Assurer l'étude, l'analyse et le suivi des dossiers relatifs aux relations fédérales-provinciales, interprovinciales et internationales; assurer la coordination des relations ministérielles avec les ministères et organismes
- Administrer, pour le ministère, la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*
- Traiter les plaintes conformément à la *Politique ministérielle de gestion des plaintes* et assurer la coordination ministérielle du dossier des plaintes.

5.2.2 Direction des affaires juridiques

- Fournir les avis, opinions et conseils juridiques portant sur les lois et règlements dont l'application incombe au ministère ainsi que sur toute question reliée à ses activités
- Participer à l'élaboration ou à la modification des lois et règlements sous la responsabilité du ministre et du ministère; en assurer la rédaction ainsi que celle de certains décrets et arrêtés ministériels
- Vérifier les ententes ou contrats, leur conformité aux lois et règlements pertinents, à l'occasion en rédiger et participer aux négociations
- Assumer la représentation du ministre lorsque ses décisions sont contestées devant le Tribunal administratif du Québec et agir comme conseil auprès des directions des contentieux de la Procureure générale du Québec lorsque des recours sont intentés contre le ministre devant les tribunaux judiciaires

TITRE : LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET LES MODES D'INTERVENTION PAR DIRECTION GÉNÉRALE

5.2.3 Direction des communications

- Élaborer des stratégies de communication et d'affaires publiques et en coordonner la mise en œuvre auprès du personnel, des clientèles et de la population en général sur la loi, la mission, les objectifs, les politiques, les programmes, les services et les activités du ministère
- Assurer la gestion de la diffusion des documents de nature privée ou publique qui sont conservés au Centre de documentation et au Centre de gestion documentaire

5.2.4 Direction de la planification stratégique

- Offrir une expertise-conseil en matière de gestion axée sur les résultats et développer pour le ministère des outils appropriés afin de répondre aux exigences du nouveau cadre de gestion (planification, évaluation, reddition de comptes)
- Comblar les besoins de connaissances et d'informations sur les problématiques et contribuer au développement d'une vision prospective (recherche, diffusion des connaissances et rayonnement du ministère, exploitation des sources de données statistiques, vigie et prospective)

5.2.5 Direction générale de l'administration

- Assurer les services de développement, d'aide aux employés, d'accès à l'égalité, de paie, de gestion des avantages sociaux, de relations de travail, d'organisation administrative et de dotation, et élaborer les politiques de gestion des ressources humaines
- Coordonner le plan de modernisation de la fonction publique pour de meilleurs services aux citoyens et assurer l'implantation du projet GIREs
- Planifier et coordonner les activités reliées au budget, au contrôle des engagements et des dépenses et à la préparation des états financiers; proposer et implanter un plan de gestion financière, procurer aux unités administratives les espace, les biens et les services requis
- Assurer le développement, l'exploitation et l'entretien des systèmes d'information du ministère; assurer la gestion du parc informatique du ministère
- Assurer les liaisons nécessaires avec les organismes centraux et les autres ministères et organismes du gouvernement

SOURCE : DPS

FICHER : 3-OBJ.DPS

PAGE 8 DE 8

DATE : 2001-02-19

4. LES CRÉDITS DÉTAILLÉS 2001-2002

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

17

**DES RELATIONS AVEC LES
ET DE L'IMMIGRATION
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2001-2002
EN '000 \$**

PROGRAMME 01 - RELATIONS CIVIQUES ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	RELATIONS CIVIQUES ÉLÉMENT 01	RELATIONS AVEC LES CITOYENS ÉLÉMENT 02	TOTAL PROGRAMME 01
BUDGET DE DÉPENSES			
RÉMUNÉRATION Traitements	2 039,8	9 094,1	11 133,9
FONCTIONNEMENT Loyers de la S.I.Q.			
Amortissement		369,3	369,3
Autres dépenses	201,5	2 201,4	2 402,9
Sous-total - Fonctionnement	201,5	2 570,7	2 772,2
TRANSFERT	2 822,9		2 822,9
CRÉANCES DOUTEUSES			
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	5 064,2	11 664,8	16 729,0
BUDGET D'INVESTISSEMENTS			
IMMOBILISATIONS		96,2	96,2
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES			
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS		96,2	96,2
EFFECTIF TOTAL	42	215	257

SOURCE : DRFM

FICHER : 4-CRE.PRO.RFM

PAGE 2 DE 5

DATE : 01-03-09

CRÉDITS DÉTAILLÉS 2001-2002

PROGRAMME 02 - IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	IMMIGRATION ÉLÉMENT 01	INTÉGRATION ET RÉGIONALIS- ATION ÉLÉMENT 02	DIRECTION ET SERVICES ADMINISTRATIFS ÉLÉMENT 03	TOTAL PROGRAMME 02
BUDGET DE DÉPENSES				
RÉMUNÉRATION				
Traitements	10 238,5	29 652,9	15 925,1	55 816,5
FONCTIONNEMENT				
Loyers de la S.I.Q.			9 458,6	9 458,6
Amortissement			2 551,7	2 551,7
Autres dépenses	672,9	6 406,5	7 862,0	14 941,4
Sous-total - Fonctionnement	672,9	6 406,5	19 872,3	26 951,7
TRANSFERT		20 815,0	330,0	21 145,0
CRÉANCES DOUTEUSES				
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	10 911,4	56 874,4	36 127,4	103 913,2
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS	730,0	27,0	1 436,4	2 193,4
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES	1,0	175,0		176,0
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	731,0	202,0	1 436,4	2 369,4
EFFECTIF TOTAL	142	665	226	1 033
SOURCE : DRFM				
FICHIER : 4-CRE.PRO.RFM				
PAGE 3 DE 5				
DATE : 01-03-09				

**DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS
ET DE L'IMMIGRATION
CRÉDITS DÉTAILLÉS 2001-2002
EN '000 \$**

PROGRAMME 03 - CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE

BUDGETS/ SUPERCATÉGORIES/ CATÉGORIES	OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSUMMATEUR ÉLÉMENT 01	COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMA- TION ÉLÉMENT 02	CONSEIL DES RELATIONS INTERCUL- RELLES ÉLÉMENT 03	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ÉLÉMENT 04	TOTAL PROGRAMME 03
BUDGET DE DÉPENSES					
RÉMUNÉRATION					
Traitements	5 960,4	2 872,2	529,3	8 552,8	17 914,7
FONCTIONNEMENT					
Loyers de la S.I.Q.	984,7	450,8	110,2	1 335,4	2 881,1
Amortissement	141,1	42,1	1,0	45,8	230,0
Autres dépenses	817,8	330,1	36,4	1 490,7	2 675,0
Sous-total - Fonctionnement	1 943,6	823,0	147,6	2 871,9	5 786,1
TRANSFERT	495,4				495,4
CRÉANCES DOUTEUSES					
TOTAL - BUDGET DE DÉPENSES	8 399,4	3 695,2	676,9	11 424,7	24 196,2
BUDGET D'INVESTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS	34,4	12,0	3,0	38,0	87,4
PRÊTS, PLACEMENTS, AVANCES ET AUTRES					
TOTAL - BUDGET D'INVESTISSEMENTS	34,4	12,0	3,0	38,0	87,4
EFFECTIF TOTAL	115	49	9	155	328

SOURCE : DRFM
FICHER : 4-CRE.PRO.RFM
PAGE 4 DE 5
DATE : 01-03-09

PROGRAMME 04 - CURATEUR PUBLIC

21